L'ABEILLE.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON,
IMPRIMEUR DE L'ETAT ET DE LA VILLE.

UNION, CONSERVATION.

SAMEDI MATIN, 4 AVRIL 1835.

☞ Le bureau et l'imprimerie de l'ABEILLE, sont maintenant établis dans la maison de M. De Lachaise, rue de Carrières, No. 110, entre St. Louis et Conti, attenant au Théâtre d'Orléans. MM. Tricou, Dominguez et Cie.

[Communiqué.]

DR. JAMES F. MCFARLANE, sera soutenu à l'élection prochaine d'un représentant à la législature de l'Etat, en remplacement de M. Antonio Ducros, décédé.

On nous prie d'annoncer M. BERNARD MARIGNY, trop bien connu pour les services importans qu'il a rendus au pays, comme candidat à la place de représentant à la législature, en remplacement de M. Antonio Ducros, décédé.

INTERIEUR.

Nouvelle-Orléans, 4 avril.

NOMS DES CANDIDATS AUX PLACES D'ALDERMEN.

1er. district.—A. Rash, Gustave Schmidt, Isaac T. Preston.

2e. district.—Félix Labeaud.

3e. district.—A. Grailhe, le Dr. Thomas.

4e. district—A. W. Pichot.

5e. district.—Gustave Le Gardeur, D Watkins, T. Lewis.

6e. district.—J. H. Caldwell, J. L. Florentin.

7e. district—Louis Nasland.

8e. district—Louis Allard, C. Rosellius.

Le Dr. P. S. MCFARLANE continuera à représenter les citoyens du premier district, s'il est réélu.

M. l'Editeur de l'Abeille fera une grande faveur à la majorité des habitans du 5e. district en annonçant M. Louis U. Guimnié comme candidat à la place d'Alderman de ce district.

Le Louisiana Advertiser contient une violente philippique contre le gouverneur de l'Etat, M. E. D. WHITE. Un étranger qui ne connaitrait pas les ressorts qui font mouvoir l'Editeur de cette feuille, ne saurait concevoir une telle versalité de principes. Comment! le Louisiana Advertiser, qui, à l'époque de l'élection, à l'époque où deux candidats jouissant l'un et l'autre à juste titre de l'estime publique, briguaient l'honneur d'occuper le fauteuil gubernatorial, ce même Louisiana Advertiser qui, pour faire réussir son candidat de prédilection, employa des moyens que nous ne voulons pas qualifier, vient aujourd'hui, après le court espace de trois mois renier ses principes politiques, abjurer ses croyances d'alors et insulter à sonsidole! Quoi donc a pu dessiller les yeux à ce patriotique éditeur? Quel crime a donc commis l'*ami du peuple? Concitoyens, un crime irremissible.* Il fallait nommer à un emploi et le croiriez-vous? Le gouverneur mettait de côté Monsieur l'Editeur, a place sa confiance dans un homme qui jouit de l'estime publique, et qu'une conduite irréprochable met à l'abri des traits de la malveillance. Nous avons cru, aux derniers élections, devoir voter et employer notre faible influence en faveur de l'antagoniste du gouverneur actuel, *nous accordons* que M. E. D. White peut quelquefois se tromper dans ses choix, *errare humanum est*, et dans ce cas, nous ne serions peut-être pas les derniers à le censurer, en notre qualité de *simple citoyen*, mais qu'une portion de la législature, que la chambre des représentans se permette *en corps*, de vouloir restreindre les pouvoirs que la constitution et les lois accordent au gouverneur, c'est ce que nous ne pouvons concevoir. Et puis quel aveu naïf dans l'article de solution de la chambre! "le gouverneur sourd aux vives sollicitations de ses amis qui, dans la lutte électorale, ont par leurs patriotiques efforts, réussi à le placer au poste distingué qu'il occupe &c.". Ah! Messieurs, vous expliez donc que le gouverneur, se mettant en tutelle, n'aurait vu que par vos propres yeux, n'aurait trouvé de mérite que dans votre coterie, et aurait donné à chacun de vous, *ses patriotiques amis*, un petit emploi bien convenable et surtout bien lucratif. En effet, déjà une *presse patriotique* avait dénoncé le trésorier, le greffier, le juge de la cour criminelle, l'avocat général, le shérif, savons-nous encore? *ôte toi de là que je m'y mette*, c'était l'ordre du jour.

Mais le gouverneur, heureusement, a bien compris sa mission. Il sait bien que c'est dans l'intérêt général qu'il est appelé à gouverner, et non dans celui d'un parti, et il est *trop éclairé pour ignorer qu'un naturalisé l'emporte* sur tout tout autant citoyen qu'un habitant du Nord ou de l'Est ou de l'Ouest, véritable oiseau de passage à la Louisiane. Ses vues politiques sont trop étendues pour concevoir jamais l'idée de ranger dans la classe des *listes* cette foule d'étrangers que les tourmentes politiques ont jetés sur les rives jusqu'à présent hospitalières des tats Unis, étrangers que l'on ne traitait pas en 18 5 de "blowbighers"; étrangers dont quelques uns ont légué des *sommes énormes* aux divers Etats de l'Union, étrangers auxquels on ne fait que le reproche de conserver un attachement filial pour le lieu qui les a vu naître. Les malheureux! ne savent-ils donc pas que là jeune vierge à qui les lois divines et humaines ordonnent de quitter le toit paternel pour suivre l'époux de son choix; n'est pas obligée pour cela de plonger le poignard dans le sein de sa mère. *Je les plains, s'ils ne* conçoivent pas ce qu'avait de douloureux pour un citoyen Américain, d'origine française, la perspective d'une guerre entre les deux nations: mais qu'ils n'aillent pas, calomnier une partie de notre population, prétendre, qu'ils en *osent* être traîtres. Cela serait absurde, car la majorité est en quelque sorte enracinée sur le sol americain, par une longue résidence *les plus chères affections et les plus grands intérêts.*

RESOLUTIONS DU LEGISLATEUR W. DEBUYS.

Pauvre Louisiane! Quel spectacle vient d'être donné au monde par douze de tes représentans! Faut-il que l'esprit de parti ait aveuglé certains législateurs, jusqu'au point de leur faire oublier la constitution du pays auquel ils ont reçu mission de donner des lois! Quoi! Oser faire en pleine chambre, la motion de censurer le gouverneur, parcequ'il a nommé à des emplois publics, des étrangers naturalisés! c'est là une conduite qui ne peut pas se défaire! N'est-ce pas donner au peuple un exemple funeste! n'est-ce pas vouloir ériger l'anarchie en principe! Il est bien malheureux le peuple qui, ne devant trouver dans ses représentans que des modèles de vertus sociales, *rencontre parmi eux des brandons de discorde!* Ou peut consulter les annales de tous les gouvernemens représentatifs passés et présens, jamais on ne lira rien de semblable.

Si l'homme privé se doit à lui-même assez de respect, pour ne jamais sortir des bornes prescrites par les convenances auxquelles s'astreint quiconque se pique de paraître bien élevé; l'*homme public*, le *législateur* surtout, peut il, sans s'exposer à encourir le plus grand blâme, *franchir les limites qui lui sont tracées par la constitution* qu'il a juré d'observer fidèlement?

Comment donc concevoir qu'il se soit trouvé un homme assez osseux, nous ne dirons pas seulement de son pays, mais de lui-même, un législateur assez imprudent, pour oser présenter les résolutions qu'on va lire; et des représentans assez légers pour les appuyer!

En bien, M. W. Debuys, représentant de la Louisiane, le second jour d'avril, en l'année mil-huit-huit-cent trente cinq, *se dépouillant tout-à-coup* du rôle qui appartient à un législateur, n'a pas craint de présenter les résolutions suivantes:

Résolu, par la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, que la chambre conjointement avec la grande masse du peuple envisage avec les sentimens du plus profond regret mêlés à ceux de l'amour-propre humilié, la détermination ardente et irrévocable du gouverneur à *nommer aux emplois des étrangers naturalisés de préférence aux enfans nés de la Louisiane*, ou des Etats-Unis, en opposition aux principes et à la politique de notre pays; et, contraire aux urgentes sollicitations d'amis, qui, par leurs efforts patriotiques et constans, ont réussi à une majorité jusqu'ici sans exemple *en matière d'élections* à l'élever au poste distingué qu'il occupe maintenant.

Résolu, que l'orateur de cette chambre, transmette *sans délai, au gouverneur une copie de ces résolutions* et que les divers editeurs de gazettes soient invités à les publier.

Maintenant, concitoyens, que vous avez la lecture des résolutions de M. Wm. *Debuys*, réfléchissez à l'avenir que vous préparent certaines têtes exaltées qui, pour se venger d'un amour-propre blessé, ont été jusqu'à vouloir violer la constitution. Si les noms des représentans qui ont voté en faveur de ces résolutions, étaient destinés à figurer dans l'histoire, leur plus belle page ne serait pas celle qui renfermerait le dernier vote qu'ils ont donné pour la clôture de la session de 1835.

Suivent les noms des représentans qui ont voté pour et contre ces résolutions:

POUR L'ADOPTION—MM. Bernard, Bell, Bonner, Burbank, Gill; Lawson, Page, Peach, Robertson, Sibley, A. B. Thibodeaux; Wilson.—12.

CONTRE—MM. Arnaud; Augustin; Brashear; auvillon; Delachaise; Davenport; Dixon; P. A. Ducros; Prévost; Fuillet; Lockett; Landry; M'Canister; Milligan, Parker, Perkins, Patin, Sheldon—13.

Une députation des citoyens de la Fauxbourg St. D. Augustin pour l'éloquence pleine de vigueur, de force et de raison, avec laquelle il a appuyé, en défendant les *vrais principes*, sous les plus flagorneuses félicitations au nom de tous les citoyens amis de l'ordre, de la paix et de l'union qui est si avantageux de voir régner parmi nous.

Sur une simple assertion, sans preuve, de M. Patin, représentant de Baton-Rouge, la chambre nous a frustré de 3500, dans la discussion du bill sur les dépenses casuelles.

DE LA PROCHAINE COMETE.

Le lieutenant R. Morrison, de la marine anglaise, vient de publier un ouvrage très intéressant, sur ce magnifique phénomène qui doit paraître dans le courant de l'année 1835, entre les mois de Mai et d'Août, dans la constellation de la Grande-Ourse, (Ursa-Major). Le lieutenant Morrison prétend qu'elle sera beaucoup plus brillante que celle de 1811; et plusieurs astronomes assurent qu'elle répandra la même clarté que la Lune en son plein, que la longueur de sa queue sera de plus de 40°, et que lorsque le corps de cette comète sera parvenu à son méridien, cette queue embrassera tout l'horizon.

L'auteur croit que la *force d'attraction et d'électricité de* cette comète produira de grands changemens dans notre atmosphère, occasionnera des inondations, des tremblemens de terre, des ouragans, des tempêtes, des éruptions volcaniques, et enfin, dit ce prophète de malheur, des maladies épidémiques. A l'appui de cette théorie, il cite ce qui a produit l'apparition de cette comète depuis plus de 600 ans et attribue à son approche les violentes chaleurs de l'été et le froid rigoureux de l'hiver.

Se fondant toujours sur l'influence des comètes, l'auteur prophétise que l'été de 1835 sera d'une chaleur excessive etc. et les parties de globe qui doivent en souffrir ce grands désastres sont le nord de l'Asie et quelques parties de l'hémisphère sud, telle que la Chine, etc. et les endroits qui avoisinent les volcans comme l'Italie, la Dalmatie, &c.

PAR AUTORITE.

ACTE
Pour incorporer la Compagnie de la Bourse et de la Banque de la Nouvelle Orléans.

Attendu que différens habitans de la Nouvelle-Orléans, se sont adressés à cette assemblée générale, soumettant qu'il était de leur désir de former dans la susdite ville de la Nouvelle-Orléans, investi des privilèges d'une institution de Banque et de Change sous le titre de "Hotel de la Bourse et Compagnie de la Banque de la Nouvelle Orléans." Et objet principal de la dite Compagnie étant d'ériger un Hotel dans la ville de la Nouvelle Orléans, ou aux fauxbourgs, afin de fournir de plus grands commodités aux voyageurs et aux étrangers et que cet projet conduira beaucoup à la prospérité publique et surtout à celle de la susdit ville, c'est pourquoi

Sec. 1re. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, reunis en assemblée générale, Qu'une Compagnie sera établie en la dite ville de la Nouvelle Orléans, pour le susdit cas et dans la somme de deux millions de piastres, qui sera divisée en vingt mille actions de cent piastres chacune qui seront souscrites *pour former le dit capital* social, et qui ne pourra pas être augmenté pour aucun autre objet que pour les quinze jours après requis dans la présente section pour ouvrir les livres de souscription, pendant *le temps de vingt jours*, depuis dix heures de matin jusques à deux heures de l'après midi. Si les dites souscriptions ne sont pas remplies en vingt mille actions de cent piastres chacune qui seront souscrites dans les dites limites de temps, la dite souscription sera nulle et de nul effet; mais si la somme de vingt mille actions de cent piastres chacune ne sont pas souscrites dans le susdit terme de vingt jours, alors la dite souscription ne sera pas nulle, mais la dite somme de vingt mille actions de cent piastres chacune, ou tout le nombre qui en sera souscrit dans le susdit terme de vingt jours, sera le nombre des actions qui composeront le dit capital social de la dite Compagnie.

Sec. 2. Il est de plus décrété etc., que les dites commissaires ci-dessus nommés ou devant être nommés dans la manière ci-dessus prescrite, ou aucun nombre d'eux, ou de ceux qui pourront être nommés à leur place